



## Chapitre S-10

# LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF

## SECTION I

### DÉFINITIONS

Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

*« Conseil de la coopération du Québec »:* a) « Conseil de la coopération du Québec »: le Conseil de la coopération du Québec constitué par lettres patentes octroyées en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) le 8 janvier 1940;

*« coopérateur-souscripteur »:* b) « coopérateur-souscripteur »: une fédération de caisses d'épargne et de crédit constituée en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4) ou un membre du Conseil de la coopération du Québec qui verse, conformément à la présente loi, des avances ou autres sommes à la Société de développement coopératif;

*« entreprise coopérative »:* c) « entreprise coopérative »: une société constituée en vertu de la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (chapitre S-24), un syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi sur les syndicats coopératifs (chapitre S-38) pour des fins économiques autres que le crédit et la prévoyance, une association coopérative constituée en vertu de la Loi sur les associations coopératives (chapitre A-24) pour les fins prévues à l'article 3 de ladite loi et une fédération de telles sociétés ou associations;

*« ministre »:* d) « ministre »: le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières;

*« Société »:* e) « Société »: la Société de développement coopératif constituée en vertu de la présente loi.

1977, c. 69, a. 1.

## SECTION II

### CONSTITUTION ET ORGANISATION

Constitution. **2.** Un organisme est constitué sous le nom de Société de développement coopératif.

1977, c. 69, a. 2.

Pouvoirs. **3.** La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

1977, c. 69, a. 3.

Siège social. **4.** La Société a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans un autre endroit au Québec, avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

1977, c. 69, a. 4.

Séances. **5.** La Société peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

1977, c. 69, a. 5.

Objet. **6.** La Société a pour objet d'apporter aux entreprises coopératives une aide financière et les services susceptibles de stimuler leur création et leur développement.

1977, c. 69, a. 6.

Administration. **7.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de onze membres.

1977, c. 69, a. 7.

Domicile. **8.** Nul ne peut être membre du conseil d'administration de la Société s'il n'est pas domicilié au Québec.

1977, c. 69, a. 8.

Nomination des membres. **9.** Le gouvernement nomme cinq membres du conseil d'administration sur la recommandation du Conseil de la coopération du Québec et un autre membre qui est choisi à même une liste de cinq

- membres d'une ou plusieurs entreprises coopératives non affiliées à une fédération.
- Transmission de la liste. Cette liste est transmise par le Conseil de la coopération du Québec dans les plus brefs délais après le 12 octobre 1977 et, par la suite, avant le premier février qui précède l'expiration du mandat du membre à remplacer.
- 1977, c. 69, a. 9.
- Nomination des membres. **10.** Cinq autres membres sont nommés par le gouvernement.
- 1977, c. 69, a. 10.
- Nomination des membres. **11.** À défaut par le Conseil de la coopération du Québec de se conformer aux articles 9 et 13, le gouvernement nomme lui-même les personnes qu'il juge représentatives dans le milieu coopératif.
- 1977, c. 69, a. 11.
- Mandat. **12.** Les membres du conseil d'administration sont nommés pour deux années financières de la Société.
- 1977, c. 69, a. 12.
- Nomination et mandat des premiers membres. **13.** Les premiers membres du conseil d'administration sont nommés dans les plus brefs délais après le 12 octobre 1977 et demeurent en fonctions durant la période comprise entre la date de leur nomination et le 31 mars suivant les douze mois qui suivent la date de cette nomination.
- 1977, c. 69, a. 13.
- Fonctions continuées. **14.** Les membres du conseil d'administration restent en fonctions nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés. Cependant, ils ne peuvent être ainsi nommés ou remplacés que pour la durée non écoulée de la période visée à l'article 12.
- 1977, c. 69, a. 14.
- Vacance. **15.** Lorsqu'il survient une vacance parmi les membres du conseil d'administration, le gouvernement comble la vacance en se conformant aux articles 9 et 10.
- 1977, c. 69, a. 15.
- Vacance. **16.** Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration

est comblée seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

1977, c. 69, a. 16.

Traitement. **17.** Le gouvernement fixe le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les allocations ou les honoraires des membres du conseil d'administration.

1977, c. 69, a. 17.

Président, vice-président. **18.** Les membres du conseil d'administration élisent chaque année, parmi eux, un président et un vice-président de la Société ainsi que tout autre officier dont les règlements de la Société prévoient l'élection.

1977, c. 69, a. 18.

Fonctions du président. **19.** Le président doit veiller à l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Remplacement temporaire. Au cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président, le vice-président le remplace.

1977, c. 69, a. 19.

Comité exécutif. **20.** Le conseil d'administration constitue parmi ses membres un comité exécutif composé de cinq membres, dont au moins trois des membres visés dans l'article 9. Le président de la Société en est membre d'office et président.

Pouvoirs. Le comité exécutif exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par les règlements de régie interne de la Société.

1977, c. 69, a. 20.

Réunions. **21.** Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les deux mois et le comité exécutif au moins une fois par mois.

1977, c. 69, a. 21.

Convocations de séances. **22.** Le président de la Société ou deux membres du conseil d'administration peuvent convoquer une séance du conseil d'administration; le président du comité exécutif ou deux membres de ce comité peuvent convoquer une séance du comité exécutif.

1977, c. 69, a. 22.

- Quorum. **23.** Le quorum du conseil d'administration est de six membres. Celui du comité exécutif est de trois membres.  
1977, c. 69, a. 23.
- Procès-verbaux. **24.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration ou du comité exécutif, signés par le président de la Société ou par toute autre personne autorisée à cette fin par les règlements de régie interne de la Société, font preuve par eux-mêmes de leur contenu.  
1977, c. 69, a. 24.
- Régie interne. **25.** La société peut adopter des règlements pour sa régie interne et son administration.  
Entrée en vigueur. Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et entrent en vigueur à la date de cette approbation.  
1977, c. 69, a. 25.
- Conflit d'intérêt. **26.** Un membre du conseil d'administration de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise autre qu'une entreprise coopérative mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.  
Exception. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.  
Divulgateion. Un membre du conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise coopérative avec laquelle la Société a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de voter sur toute question qui est relative à cette entreprise coopérative.  
1977, c. 69, a. 26.

### SECTION III

#### AIDE FINANCIÈRE

- Avances annuelles versées à la Société. **27.** Le ministre des finances verse, à même le fonds consolidé du revenu, des avances à la Société pour un montant de \$700,000 durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1978, de \$600,000 durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1979 et de \$500,000 pour chacune des années financières subséquentes.  
1977, c. 69, a. 27.

Avances annuelles versées  
par des  
coopérateurs-souscripteurs.

**28.** L'obligation qui incombe au ministre des finances en vertu de l'article 27 est conditionnelle à ce que des coopérateurs-souscripteurs versent de semblables avances à la Société pour une somme de \$300,000 durant l'année financière de la Société se terminant le 31 mars 1978, de \$400,000 durant l'année financière de la Société se terminant le 31 mars 1979 et de \$500,000 pour chacune des années financières subséquentes.

1977, c. 69, a. 28.

Prêts, souscription  
d'actions.

**29.** Au moyen de ces avances, la Société peut, dans la poursuite de ces objets, consentir des prêts à une entreprise coopérative, souscrire des actions, parts sociales ou parts privilégiées du capital social d'une entreprise coopérative ou garantir le remboursement d'un prêt qui a été consenti à cette dernière.

1977, c. 69, a. 29.

Souscription maximum  
dans le capital social d'une  
entreprise.

**30.** La Société ne peut souscrire dans le capital social d'une même entreprise coopérative une somme supérieure à trois fois le montant total des actions, parts sociales ou parts privilégiées autrement souscrites et payées dans le capital social de cette entreprise.

Actions exclues.

Pour les fins de l'alinéa précédent, le montant total des actions, parts sociales ou parts privilégiées souscrites et payées ne doit pas inclure le montant d'actions, parts sociales ou parts privilégiées que la Société a souscrit antérieurement.

1977, c. 69, a. 30.

Limite de l'aide financière.

**31.** L'aide financière totale accordée par la Société durant une année financière à une même entreprise coopérative en vertu de l'article 29 ne peut excéder \$100,000.

1977, c. 69, a. 31.

Limite des prêts garantis  
par hypothèque.

**32.** Le montant total des prêts garantis par hypothèque que peut consentir la Société durant une année financière ne peut excéder \$100,000 plus les sommes provenant des remboursements de ces prêts hypothécaires, lesquelles peuvent être remployées à cette fin.

1977, c. 69, a. 32.

Réserve équivalente.

**33.** Lorsque la Société garantit le remboursement d'un prêt qui a été consenti à une entreprise coopérative, elle doit établir et maintenir pour la durée de cette garantie une réserve équivalente à au moins 50% du montant de cette garantie.

Limite au montant des garanties. Le montant total des garanties ainsi accordées ne doit pas excéder 10% de l'actif de la Société.  
1977, c. 69, a. 33.

Observateur. **34.** La Société peut imposer à une entreprise coopérative, à qui elle a accordé une aide financière, l'obligation de convoquer et d'admettre aux séances de son conseil d'administration, pour une durée déterminée, un observateur qu'elle désigne.  
1977, c. 69, a. 34.

## SECTION IV

### SERVICES

Versement annuel du ministre des finances. **35.** Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1978 et pour chaque année financière subséquente la somme de \$400,000.

Financement de projets spéciaux. Afin de pourvoir au financement de projets spéciaux prévus au budget de la Société, des sommes supplémentaires peuvent être versées à la Société par le ministre, à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale pour toute année financière du gouvernement postérieure à celle de 1977/1978.  
1977, c. 69, a. 35.

Versements de sommes additionnelles. **36.** Le ministre peut également verser à la Société, à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale, toute somme additionnelle à celles versées en vertu de l'article 35 à la condition que des coopérateurs-souscripteurs se soient engagés à verser, aux mêmes conditions, une somme équivalente.

Limite au total des sommes additionnelles. Le total des sommes additionnelles versées par le ministre et les coopérateurs-souscripteurs ne peut excéder, pour une même année financière de la Société, la somme de \$100,000 ou toute autre somme dont pourront convenir le ministre et le Conseil de la coopération du Québec.

1977, c. 69, a. 36.

Dépenses d'administration. **37.** Les sommes versées par le ministre des finances ou le ministre en vertu des articles 35 et 36 servent à défrayer les dépenses d'administration et toutes autres dépenses de la Société encourues pour l'application de la présente section.

1977, c. 69, a. 37.

- Pouvoirs de la Société. **38.** Dans la poursuite de ses objets, la Société peut, à titre gratuit ou onéreux:
- a) fournir une assistance technique et des services de consultation aux entreprises coopératives;
  - b) offrir des programmes de formation pour les administrateurs, les cadres et les employés des entreprises coopératives;
  - c) à l'intention des membres des entreprises coopératives ou des personnes qui ont l'intention de constituer de telles entreprises, recueillir, analyser, publier et diffuser des renseignements et fournir des services de consultation sur:
    - i. les techniques, les méthodes et les pratiques nécessaires à l'administration d'une entreprise coopérative;
    - ii. les programmes gouvernementaux d'aide et d'encouragement aux diverses formes d'entreprises;
    - iii. toutes autres formes d'aide aux entreprises;
  - d) assumer temporairement, à la demande d'une entreprise coopérative en difficulté, la gestion partielle ou totale de cette entreprise;
  - e) superviser l'administration d'une entreprise coopérative à qui elle a apporté ou se propose d'apporter une aide financière.
- 1977, c. 69, a. 38.

- Collaboration avec organismes. **39.** La Société peut collaborer avec tout organisme voué au développement des entreprises, à la coordination des programmes de formation et d'assistance offerts aux membres des entreprises coopératives.
- 1977, c. 69, a. 39.

- Frais incidents à l'aide financière. **40.** La Société peut assumer, à titre d'assistance technique, à l'exclusion des intérêts, les frais incidents à l'aide financière prévue à la section III.
- 1977, c. 69, a. 40.

## SECTION V

### EMPRUNTS ET PLACEMENTS

- Emprunts. **41.** La Société ne peut contracter des emprunts sauf pour combler ses besoins temporaires de liquidité.
- 1977, c. 69, a. 41.

- Placement de sommes non utilisées. **42.** Les sommes que la Société ne peut utiliser immédiatement dans la poursuite de ses objets peuvent être placées dans des obligations ou autres titres de créance pourvu que leur échéance n'excède



pas un an et que le remboursement du principal et des intérêts soit garanti ou assuré par le gouvernement du Québec ou celui du Canada.

1977, c. 69, a. 42.

Fonds non utilisés ou placés.

**43.** Les fonds non utilisés ou placés par la Société doivent être déposés dans une banque ou dans une institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

1977, c. 69, a. 43.

## SECTION VI

### DISPOSITIONS DIVERSES

Acquisition de biens-fonds.

**44.** La Société ne peut acquérir des biens-fonds sauf pour assurer le paiement total ou partiel de toute somme qui lui est due. Cependant, elle doit disposer des biens-fonds ainsi acquis dans un délai de trois ans qui peut être prolongé par le ministre.

1977, c. 69, a. 44.

Année financière.

**45.** L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

1977, c. 69, a. 45.

Budget.

**46.** Avant le début de chaque année financière, la Société doit préparer et soumettre à l'approbation du ministre, à la date et dans la forme que celui-ci détermine, un budget des dépenses visées à la section IV.

1977, c. 69, a. 46.

État de revenus et dépenses.

**47.** Sans restreindre l'application de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6), la Société doit fournir trimestriellement au ministre, un état de ses revenus et dépenses et un état de leur appariement aux prévisions budgétaires de la Société.

1977, c. 69, a. 47.

Rapport.

**48.** La Société doit en outre fournir au ministre, sur demande et dans le délai qu'il fixe, un rapport sur toute matière relative à ses activités.

1977, c. 69, a. 48.

Vérification des livres et  
comptes.

**49.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés par un comptable qui est membre en règle de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

1977, c. 69, a. 49.

États financiers et rapport  
d'activités.

**50.** La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, produire au ministre et aux coopérateurs-souscripteurs les états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités de l'année financière précédente. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale dans les trente jours si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

1977, c. 69, a. 50.

## SECTION VII

### DISPOSITIONS FINALES

Application de la loi.

**51.** Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

1977, c. 69, a. 51.

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 69 des lois annuelles de 1977, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 52, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-10 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1977**      **LOIS REFONDUES, 1977**

### **Chapitre 69**

### **Chapitre S-10**

**LOI CONSTITUANT LA  
SOCIÉTÉ DE DÉVELOP-  
PEMENT COOPÉRATIF**

**LOI SUR LA SOCIÉTÉ  
DE DÉVELOPPEMENT  
COOPÉRATIF**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 51	1 - 51	
52		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

